





## FICHE DE CAPITALISATION



LE RESEAU GESTION
BURKINA

## **SOMMAIRE**

SIG	LES ET ABREVIATIONS	<u> 3</u>			
<u>1.</u>	LE RESEAU GESTION : POLE D'EXPERTISE DU CEF AU BURKINA FASO	4			
<u>2.</u>	2. HISTORIQUE DU RESEAU GESTION				
<u>3.</u>	GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DU RESEAU GESTION	12			
<u>4.</u>	FINANCEMENT DU RESEAU GESTION	12			
<u>5.</u>	BILAN DES ACTIONS DU RESEAU	14			
5.1	AXE 1 : FAVORISER LES ECHANGES ENTRE LES OP METTANT EN ŒUVRE LE CEF ET LE RENFORCEMENT DE				
CAP	ACITES				
5.1.					
5.1.	2 PROCESSUS D'IDENTIFICATION DES BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES MEMBRES	14			
5.1.	.3 Actions realisees	15			
5.1.	4 APPROCHES ET OUTILS MIS EN ŒUVRE	15			
5.1.	5 Principaux acquis	15			
5.1.	6 DIFFICULTES RENCONTREES ET LES INSUFFISANCES	16			
5.1.	7 LEÇONS TIREES	16			
5.2	AXE 2 : AMELIORATION DES APPROCHES, METHODES ET OUTILS CEF	17			
5.2.	1 OBJECTIF VISES	17			
5.2.	2 APPROCHE D'AMELIORATION DES METHODES ET OUTILS DU CONSEIL	17			
5.2.	3 PRINCIPAUX ACQUIS	18			
5.2.	4 DIFFICULTES RENCONTREES	18			
5.2.	5 Leçons tirees	19			
5.2.	·				
5.3	AXE 3: VALORISATION DU CEF AU NIVEAU NATIONAL	19			
5.3.					
5.4					
_	1 APPROCHES ET OUTILS UTILISES POUR LA DIFFUSION DU CEF				
5.4.					
5.4.					
J. 1.		21			
<u>ANI</u>	NEXES	22			
TAE	BLE DES ILLUSTRATIONS				
Tab	leau 1: Caractéristiques des dispositifs CEF des OP membres	5			
Tab	leau 2: Défis communs aux dispositifs CEF des OP membres du Réseau	6			
	leau 3: Evolution du nombre de centres PAGEA, 2003-2007				
	leau 4: Charges de fonctionnement du Réseau				
	leau 5: Actions d'appui aux échanges et au renforcement des capacités des organisations				
Tab	leau 6 : Insuffisances des outils et méthodes de conseil	17			
Tab	leau 7: Résultats en matière d'amélioration/conception de méthodes et outils de conseil	18			

#### SIGLES ET ABREVIATIONS

**AFD** Agence Française de Développement

**AFDI** Agriculteurs Français pour le Développement International

**AGEA** Approche Globale de l'Exploitation

**ANPHV** Association Nationale des Producteurs de Haricot Vert

**BFC** Bilan de Fin de Campagne

**CAGEF** Cellule d'Appui à la Gestion des Exploitation Familiales

**CEF** Conseil à l'Exploitation Familiale

**CIRAD** Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement

**CORADE** Conseil, Recherche – Actions, Développement d'Expertises

**CPAS** Coordination des Professionnels Agricoles de la Sissili

**CPF** Confédération Paysanne du Faso

**CUMA** Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles

**DRINA** Direction de la Recherche, des Innovations en Education Non formelle et en

Alphabétisation

FEPA-B Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina

**FEPPASI** Fédération Provinciales des Professionnels Agricoles de la Sissili

**FGPN** Fédération des Groupements de Producteurs du Nayala

**FISONG** Facilité d'Innovation des Organisations Non Gouvernementales

**FNGN** Fédération Nationale des Groupements Naam

**FNZ** Fédération Nian Zwê

**FPFD** Fédération Des Producteurs Du Fouta Djallon

**INERA** Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques

**ISF** Ingénieurs sans frontières

**OP** Organisation de Producteurs

PADDAB Programme Danois d'Appui au Développement Durable de l'Agriculture au

Burkina

PAGEA Programme d'Alphabétisation pour la Gestion des Exploitations Agricoles

**SOFITEX** Société des Fibres et Textiles

**UGCPA** Union des Groupements pour la Commercialisation des Produits Agricoles

**UNPCB** Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina

**UPPM** Union Provinciale des Producteurs du Mouhoun

#### 1. LE RESEAU GESTION: POLE D'EXPERTISE DU CEF AU BURKINA FASO

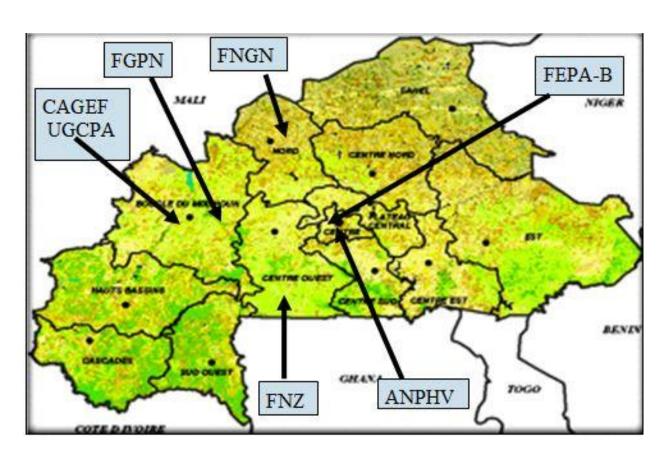
Le Réseau Gestion a été créé en 2002 suite à l'atelier de Bohicon au Bénin, qui a regroupé les acteurs (paysans, techniciens, chercheurs ...) des principales expériences de CEF en Afrique de l'Ouest et du Centre. Le but était de maintenir la dynamique d'échanges initiée au cours de cet atelier.

Aujourd'hui le Réseau compte 7 organisations que sont : la FEPA-B, la FNGN, l'ANPHV, le CAGEF, la FGPN, l'UGCPA et la FNZ.

Le Réseau Gestion vise comme objectif global le développement de la gestion des exploitations familiales au Burkina Faso. Cet objectif global se décline en objectifs principaux comme suite : (1) Echanger sur les démarches, outils et questions entre structures pratiquant le CEF, (2) Accompagner les membres dans l'amélioration de leurs outils, méthodes et dispositifs, (3) Valoriser le CEF au niveau du Burkina Faso.

Le Réseau Gestion est *une structure informelle* regroupant les OP intéressées par le CEF avec des *règles de fonctionnement et des conditions d'adhésion*. Son animation est fortement assurée par les représentants des OP. En effets, les responsables élus assurent les orientations stratégiques du Réseau et les représentants techniques accompagnent l'animateur du Réseau dans la mise en œuvre et le suivi des activités. Des commissions thématiques sont constituées pour approfondir les questions telles l'alphabétisation, l'épargne/crédit, etc.

Entre 2003 et 2009, le nombre d'exploitations touchées par les OP du réseau gestion est passé de 371 à plus de 3 960. Dans ce groupe d'exploitations, environ 2 500 sont accompagnées à travers des méthodes individuelles de conseil et 1 400 avec des méthodes de conseil de groupe. Il est à noter que les OP qui développement du CEF « individuel » intègrent aussi souvent des actions de groupe et de masse telles les visites inter et intra zones, les restitutions collectives de zones et les bilans de fin de campagne.



<u>OP</u>	Nombre de membres	Nombre d'adhérents au CEF	Caractéristiques des dispositifs CEF	
FNGN	600 000	590	Conseil de groupes et Conseil individuel, Public composé majoritairement de maraîchers Existence d'un cadre d'orientation du conseil de Gestion. Segmentation des services de conseil en 4 catégories en fonction du niveau de maîtrise du CEF. 2 cadres, 7 conseillers en gestion, salariés à temps plein. Le CEF est intégrée dans l'OP depuis 1995/96.	
CAGEF	277	277	Conseil individuel et Conseil de groupe. Segmentation des services en 4 catégories selon les objectifs des exploitations. Activité circonscrite dans le CEF.3 conseillers à temps plein. Le CEF est mis en œuvre dans l'OP à partir de 1998.	
FEPAB	241 000	1300	Conseil de groupes. Porte d'entrée du CEF = sécurité alimentaire ; 1 coordonnateur CEF, 15 animateurs provinciaux, 30 animateurs départementaux 45 animateurs, 30% du temps consacré au CEF. L'OP développe le CEF à l'endroit des adhérents depuis 2007.	
ANPHV	9 000	120	Conseil individuel et Quelques animations de groupe. CEF de filière (haricot vert).  1 animateur principal à temps plein, 5 animateurs régionaux à temps partiel, 10 animateurs provinciaux à temps partiel. C'est en 2005 que le CEF a été intégrée dans l'OP.	
<u>FGPN</u>	10 048	120	Conseil de groupe et Conseil individuel, 2 animateurs principaux, 12 animateurs départementaux à temps partiel, Accompagnement de l'installation de jeunes producteurs à travers le CEF. Met en œuvre le CEF depuis 2004.	
UGCPA	2 000	160	Conseil individuel (dominant) et Conseil de groupe. 1 coordonnateur CEF, 5 conseillers 10 animateurs endogènes, 1 groupe de 60 femmes accompagnées sur la production de bissap biologique. Développe le CEF depuis 2009.	
<u>FNZ</u>	10 000	2250	CEF classique (individuel) et CEF orienté entrepreneuriat agricole (individuel) et payant Conseil de groupe. 5 conseillers agricoles à temps plein, 10 animateurs endogènes	
<u>Total</u>	872 325	4 817	0,5% du membership des OP	

Tableau 1: Caractéristiques des dispositifs CEF des OP membres

Les dispositifs CEF des OP membres du Réseau sont diversifiés. On observe une certaine diversité de dispositifs de conseils au sein du Réseau. En effet, certaines OP ciblent une spéculation dans le champ d'application du conseil (ex : ANPHV), tandis que d'autres organisations prennent en compte plusieurs spéculations de l'exploitation agricole dans le conseil (ex : CAGEF).

L'approche de conseil pratiquée est une combinaison du conseil individuel et de conseil de groupes à des degrés divers selon les OP.

Le dispositif humain du conseil est constitué, selon les OP, de Conseillers/animateurs professionnels à plein temps ou à temps partiel, des animateurs endogènes/relais.

Les méthodes de conseil sont variées, on peut citer les animations de groupes, les champsécoles, les visites inter paysannes commentées, les restitutions individuelles et ou collectives des résultats de fin de campagne. Une palette d'outils est utilisée : cahiers d'enregistrement, fiches techniques, champs écoles, visites commentées,...

Les OP membres du Réseau au-delà de leurs spécificités, partagent des défis communs présentés dans le tableau ci-après.

Défis communs des dispositifs de conseil des OP membres du Réseau	Questionnements clé
Adapter le CEF à l'évolution du contexte des producteurs	- Comment prendre en compte les thématiques émergentes (ex : changement climatique, mondialisation )?
Etendre le CEF à plus de producteurs  Adapter les services au profil d'adhérents en prenant en compte les non-lettrés	<ul> <li>Selon quel dispositif?</li> <li>Avec quelles ressources?</li> <li>Comment amener les adhérents à contribuer davantage?</li> <li>Quelle approche de segmentation des besoins?</li> <li>Comment adapter les outils CEF aux non-lettrés?</li> <li>Quelles compétences spécifiques développer au niveau des conseillers et animateurs?</li> </ul>
Amener les producteurs à se sentir davantage concernés par le CEF et à se l'approprier ?	<ul> <li>Comment rendre le conseil plus efficace comme outil de prise de décision du producteur</li> <li>Comment valoriser les résultats du CEF pour l'accès aux services et financements</li> <li>Comment améliorer les capacités d'analyse et d'interprétation des données pour un retour d'informations pertinentes pour le producteur ?</li> </ul>
Pouvoir aider le producteur à améliorer la prise de décision en tenant compte de l'ensemble de son exploitation ?	<ul> <li>Quel modèle d'approche globale de conseil à l'exploitation, quels outils ?</li> <li>Quelles compétences requises au niveau des conseillers ?</li> </ul>
Augmenter l'autofinancement des dispositifs de conseil par les OP	- Comment amener les adhérents à contribuer (davantage)

Tableau 2: Défis communs aux dispositifs CEF des OP membres du Réseau

#### 2. HISTORIQUE DU RESEAU GESTION

#### Une histoire partie de l'atelier Bohicon 1, en 2001

En novembre 2001se tient, à Bohicon au Bénin et sur l'initiative de l'Agence Française de Développement, un atelier sur les dispositifs de conseil aux exploitations familiales agricoles en Afrique en Afrique de l'ouest et du centre. Le Burkina Faso y est représenté par la Société des Fibres et Textiles (SOFITEX) et deux organisations de producteurs : l'Union Provinciale des Producteurs du Mouhoun (UPPM) et la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN). A cet atelier, les organisations de producteurs ont été encouragées à mettre en place, au niveau de chaque pays, des cadres d'échanges pour favoriser le partage d'expériences en matière de CEF.

Les organisations participantes organisent, en décembre 2001, un atelier de restitution des résultats avec l'appui de l'Afdi. Cette rencontre enregistre la participation de six organisations de producteur dont la FNGN, la Coordination des Professionnels Agricoles de la Sissili (CPAS), l'UPPM, Cikelaw, l'Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina (UNPCB), l'Union des Groupements de Producteurs du Nayala (UPPM). Cet atelier aboutit à la décision des organisations participantes de créer un réseau. Cette décision traduit la volonté des organisations de maintenir la dynamique de partage des expériences amorcée au Bénin et de mobiliser tous les acteurs intervenants sur la thématique autour du défi de la vulgarisation du CEF.

AFDI met à disposition, à partir de Février 2002, un animateur qui effectue une tournée auprès des différentes organisations pour recueillir leurs avis sur les orientations et les axes de travail de ce futur réseau.

En juillet 2002, le Réseau Gestion est créé au cours d'un atelier qui a regroupé les organisations fondatrices. Les membres fondateurs sont notamment l'UNPCB, l'UPPM, la FNGN, la FEPPASI (EX FNZ), la SOFITEX et CIKELAW. Trois axes de travail sont définis :

- 1. Favoriser les échanges entre les organisations pratiquant le conseil à l'exploitation familiale agricole,
- 2. Améliorer les méthodes et outils de conseil
- 3. Valoriser CEF au niveau national

Concernant le dispositif institutionnel, les participants optent pour un réseau au statut informel.

#### 2003 -2006: Mise au point des outils de conseils en appui aux OP membres

Le Réseau se positionne très vite sur l'enjeu de l'adaptation des méthodes d'alphabétisation des producteurs au conseil. Pour s'imprégner d'expériences existantes en matière d'alphabétisation et de CEF, le Réseau effectue plusieurs voyages d'études : (i) en 2003 à l'association Tintua à Fada et à Tenkodogo sur l'alphabétisation, (ii) en 2004 auprès d'organisations paysannes pratiquant le CEf et l'alphabétisation au Mali. En 2004 le réseau est renforcé avec l'adhésion de deux nouvelles organisations, la et la FEPAB. La perspective d'une formalisation du réseau provoque hélas le retrait de l'UNPCB et de la SOFITEX qui préféraient que le réseau garde au statut informel. L'UNPCB et la SNV développent, en 2003 leur dispositif CEF, sans lien avec le Réseau Gestion.

Au cours de cette période, le Réseau, a accompagné les OP membre à: (i) développer des outils de prévision de campagne, collecte, traitement et analyse des données, (ii) planifier les activités de conseil (iii) préparer les bilans de fin de campagne (BFC), (iv) former les animateurs sur l'écoute et le fonctionnement des exploitations.

Le Réseau initie un atelier de réflexion sur le thème CEF et Crédit en 2004.

Au niveau du dispositif technique, l'animateur volontaire qui a accompagné la création est remplacé par un nouvel animateur.

Pour le développement du PAGEA, l'organisation bénéficie, sur la période de l'appui de l'AFDI, DIAKONIA, la Coopération suisse et la DRINA.

# 2005-2008 : Structuration du dispositif institutionnel du Réseau et consolidation de son assise en matière de CEF

Les organisations membres définissent au cours de l'année 2005 le dispositif institutionnel du réseau qui comprend : trois organes : (i) un organe de décision composé de 21 membres sont 2 élus et 1 technicien par organisation, (ii) un organe de suivi animé par 14 membres dont 1 élu et 1 technicien par organisation, (iii) un organe de gestion constitué de 4 personnes dont l'animateur.

Le Réseau met également en place trois 3 commissions thématiques (Règles de fonctionnement, Crédit et Alphabétisation).

L'organisation enregistre en 2005 l'adhésion de l'Association Nationale des Producteurs du Haricot Vert (ANPHV). Elle perd en 2006 l'un de ses membres fondateurs, l'association Cikelaw.

En 2005 le Réseau met au point un outil d'animation sur le thème « CEF et crédit » et lance l'expérimentation du PAGEA avec l'ouverture de 7 centres au profit de trois organisations notamment la FNGN, la FEPPASI et la FGPN. Le tableau suivant présente l'évolution du nombre de centres alpha sur la période 2005-2008.

	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de centres PAGEA	02	04	07	09	21
Organisations porteuses	FNGN : 1 FGPN : 1	FNGN : 2 FEPPASI : 1 FGPN : 1	- FNGN - FEPPASI - FGPN	- FNGN = 3 - FEPPASI = 4 - FGPN.= 2	- FNGN = 2 - FEPPASI = 4 - FGPN.= 6 - FEPAB = 4 - CQGEF = 3 - ANPHV = 2

Tableau 3: Evolution du nombre de centres PAGEA, 2003-2007

Au regard du succès de cette phase pilote, le Réseau élabore, en 2007, un plan d'actions triennal pour le passage à l'échelle de l'approche PAGEA.

Le Réseau s'intéresse au warrantage en lien avec la thématique du crédit et, pour mieux appréhender ce concept, il organise un voyage d'études au Niger en mai 2006.

L'expérience du Réseau en matière du CEF fait échos et, en 2006, deux organisations de la sous-région, RENOP (Réseau National des Organisations Paysannes) au Togo et la Fédération des Producteurs du Fouta Djallon de la Guinée viennent s'en inspirer.

Le Réseau poursuit le renforcement des capacités des membres en organisant à leur attention des formations sur le CEF, le traitement des données, l'utilisation de l'outil informatique et des voyages d'études internes organisées en 2006: (i) l'ANPHV se rend à la FNGN pour découvrir leurs expériences dans les domaines du CEF et du compostage; (ii) la FGPN visite la FEPPASI sur les Coopératives d'Utilisation de Matériels Agricoles (CUMA).

En 2007, il accompagne la FEPAB dans le lancement de son dispositif CEF.

L'expertise du Réseau sur le CEF est valorisée au niveau national et sous-régional. L'organisation apporte un appui à la Confédération Paysanne du Faso pour la formation d'animateurs sur la Gestion du grenier. Le Réseau apporte un appui au RENOP au Togo pour la mise en place de leur dispositif CEF.

A la fin de cette période, le Réseau Gestion organise une auto-évaluation (dernier semestre 2007) pour faire le bilan de son parcours. L'atelier formule plusieurs propositions : (i) l'amélioration de l'identification des besoins et des attentes des OP et l'élaboration de plans de renforcement, (ii) la valorisation et mieux utiliser les compétences des OP en interne et en externe, (iii) le renforcement de l'appropriation du réseau par les OP

Il ouvre par ailleurs plusieurs chantiers de réflexions : (i) sur le fonctionnement du Réseau (amélioration de la collaboration entre les membres, l'évolution du rôle de l'animateur et la répartition des tâches avec les personnes ressources des OP, statut du Réseau, etc.), (ii) sur les activités (activités à privilégier pour l'atteinte des objectifs, valorisation des acquis des conseillers qui participent aux activités du Réseau au sein de leurs organisations...), (iii) sur le positionnement du Réseau dans le contexte national

De fin 2007 à juin 2008, le Réseau change d'animateur pour cause de départ. Le quatrième animateur arrive en effet en juin 2008.

En juillet 2008 est élaboré le premier projet du Réseau visant le renforcement de ses capacités institutionnelles et opérationnelles. Ce projet bénéficie d'un financement d'AGRICORD de juin 2008 à décembre 2009. La FEPAB accueille le Réseau dans ses locaux et un référent (élu) est désigner pour représenter le Réseau.

Les OP membres harmonisent les termes techniques du CEF et les modes de calcul des indicateurs. Un atelier bilan du PAGEA est organisé (Novembre 2008) et a abouti à la décision de passer à l'échelle dans la diffusion de cette approche.

Au plan opérationnel, le Réseau apporte un appui à deux organisations, le CAGEF et la FNGN dans la production de références sur la pomme de terre, l'oignon, le Maïs et le Coton. Il accompagne les organisations membres dans le déploiement des animations sur la gestion des greniers. La dynamique de mise en place des centres d'alphabétisation stagne à 21 centres PAGEA. Il poursuit son appui aux membres dans l'animation de bilans de fin de campagne et l'amélioration des outils de conseil.

Le Réseau gestion organise en 2008 à un atelier national sur la volatilité des prix des produits agricoles en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, l'AFD, Afrique verte, le CPF et inter réseaux.

#### 2009-2010: Consolidation du portage et du dispositif institutionnel du Réseau par ses membres

Le Réseau tient un atelier de réflexions en 2009 sur son dispositif institutionnel. Il en émane les décisions suivantes :

- maintenir le caractère informel du Réseau,
- augmenter les frais de cotisation des organisations membres de 25000 à 50 000 FCFA/an,
- instaurer le portage tournant du Réseau par les membres; l'organisation porteuse a en charge d'héberger le Réseau et d'assurer sa représentation à travers la désignation d'un élu comme référent,
- intégrer les nouveaux membres par le parrainage des anciens.

L'organe de Suivi de suivi sera supprimé en 2009, du fait de sa léthargie.

Le Réseau élabore, en 2009, son premier plan triennal couvrant la période 2010-2012. Elle mène des réflexions sur la segmentation des services du CEF à l'issue desquelles deux OP, le CAGEF et la FNGN, initient des expériences pilotes sur la segmentation des services du CEF.

Une tension nait entre AFDI et les OP membres sur les options d'hébergement du Réseau. En effet, Afdi avait tenu une rencontre avec la CPF pour étudier la possibilité d'hébergement du Réseau par cette organisation. La CPF a décliné l'offre d'Afdi et en a informé le réseau à travers les élus de la FEPA-B.

Le Réseau effectue un voyage d'échanges au Benin sur le CEF notamment au près du Ministère béninois de l'administration, des organisations paysannes et des structures privées impliqués dans la mise en œuvre du CEF. Au plan interne, l'ANPHV organise un voyage d'échanges auprès de la FNGN.

Le Réseau reçoit l'appui d'un nouveau partenaire en l'occurrence l'ONG Ingénieur Sans Frontières ISF (appui technique). L'UNPCB reçoit l'appui de l'AFD, depuis 2007, pour développer son dispositif CEF.

# 2010-2012 : Promotion des animations de groupes et lancement de réflexions stratégiques sur l'avenir du Réseau

Le Réseau s'élargit avec l'adhésion de l'Union des Groupements de Commercialisation de Produits Agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) en Mars 2011

Le projet FISONG voit le jour en 2010. Il est exécuté par Afdi et financé par l'AFD. Ce projet a pour principal objectif d'accompagner les organisations membres du Réseau gestion et la Fédération des Producteurs du Fouta Djallon (FPFD) à renforcer l'impact des dispositifs CEF par la promotion des animations de groupes.

Ce projet démarre dans une ambiance de tension entre l'AFDI et le Réseau qui estime n'avoir pas été suffisamment impliqué dans la phase de préparation dans ce projet.

Le FISONG prend en main le financement du Réseau à partir de Juillet 2010. De janvier à juin 2010, le financement a été assuré par la FEPAB.

De 2010 à 2012, le projet a permis au Réseau et aux OP membres de :

- Renforcer les compétences des animateurs sur : (i) les techniques d'animation de groupes et de conseil individuel à travers 4 sessions de formation animées par le

tandem CER-France et CORADE (entreprise de conseil et de formation burkinabé), (ii) les bases de la conception des modules, (iii) les démarches et outils de capitalisation, (iv) le traitement et l'analyse des données des enregistrements,

- Lancer un processus pilote de suivi des impacts CEF dans deux OP, le CAGEF et l'UPPA Nayala, avec l'appui méthodologique du CIRAD ;
- Développer de nouveaux modules d'animation de groupes (assolement rotation, etc.); les thèmes sont identifiés en 2010 suivi de la mise en place d'un groupe de travail qui sera appuyé par CORADE et le groupe gestion de Afdi en France;
- Lancer la construction d'une approche globale de l'exploitation (AGEA) qui vise à accompagner les producteurs à la prise de décision en tenant compte des réalités de l'ensemble de son exploitation agricole
- Soutenir la mutualisation et l'échange d'expériences entre OP notamment des voyages d'échanges de l'ANPHV au CAGEF, celui du CAGEF à la FEPAB bobo, et des voyages interzones à la FNGN

La mise en œuvre du projet FISONG est grippée par les difficultés de collaboration entre l'Afdi et le Réseau entre Mars 2011 et Juillet 2011. En effet, les OP membres étaient mécontentes des conditions de participation. Un atelier de « reconstruction du partenariat » est organisé en Juillet 2011 pour aplanir les dissensions entre le Réseau et AFDI et relancer la mise en œuvre du projet.

Le Réseau poursuit son appui technique aux OP membres. Il accompagne, en 2011, le CAGEF dans l'élaboration de manuels de références coton-maïs et la FEPAB dans la relecture du module « gestion des greniers ». En 2012, le Réseau appuie la FNGN dans l'élaboration de manuels de référence sur la pomme de terre, et l'oignon. Il met en chantier l'élaboration de trois modules : assolement/rotation (testé et en cours de finalisation), prévision de campagne et prévision de trésorerie en cours d'élaboration.

Le Réseau est de plus en plus sollicité par des organisations désireuses de mettre en place le CEF. Il s'agit notamment le Programme danois d'Appui au Développement Durable de l'Agriculture au Burkina (PADDAB), Inter-réseaux, le Millénium Challenge Account dans sa composante AD10, le FERT. Toutefois, seul le contact avec le PADDAB a abouti à une collaboration effective. Le Réseau a en effet accompagné ce programme à mettre en place son dispositif de conseil aux producteurs et aux entreprises.

En 2012, le Réseau, avec l'appui du projet FISONG, amorce une réflexion stratégique pour construire ses perspectives.

L'année 2011 est marquée au plan national par la validation du Système National de Vulgarisation Agricole et de Conseil Agricole.

#### 3. GOUVERNANCE ET FONCTIONNEMENT DU RESEAU GESTION

Le Réseau est une organisation au statut informel. Le dispositif du Réseau gestion compte trois organes dont la structure et les fonctions sont présentées dans le schéma ci-après.

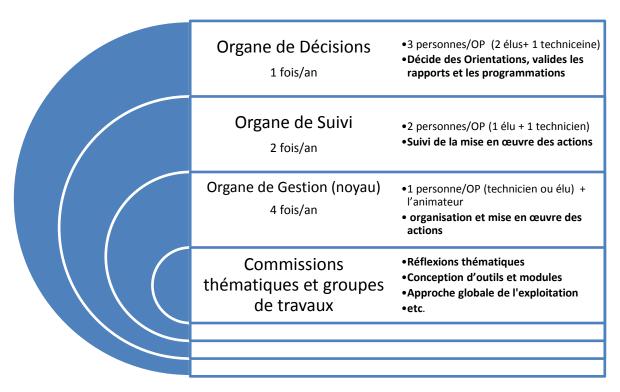


Schéma 1: Dispositif institutionnel du Réseau

Les difficultés de fonctionnement de ce dispositif se situent à deux niveaux

#### Au niveau de l'organe de décision

Les leaders qui prennent part aux rencontres de l'organe de décision, souvent peu représentatifs des organisations, n'ont pas de réel pouvoir de décision; ils doivent généralement se référer, après les rencontres, aux responsables pour requérir leur avis, ce qui diffère les prises de décisions.

En outre, certains leaders supportent mal l'influence des partenaires financiers sur les orientations du Réseau ce qui démotive leur participation aux rencontres du comité de décision.

#### Au niveau de l'organe de suivi

Cet organe a difficilement fonctionné depuis sa mise en place. Il n'est pratiquement plus fonctionnel.

#### 4. FINANCEMENT DU RESEAU GESTION

Le fonctionnement du Réseau gestion ainsi que ses activités sont financés par des projets acquis par des partenaires notamment Afdi et Agricord. La contribution des membres est mobilisée à travers les cotisations fixées initialement à 25 000 FCFA/an en 2005 puis revues à 50 000 FCFA/an à partir de 2010. Le montant des cotisations annuelles mobilisées s'élève à

350 000 FCFA/ ce qui traduit une faible capacité d'autofinancement du Réseau au regard du coût de son fonctionnement (hormis les activités) estimé à 12 412 000 FCFA/an.

La composition du coût de fonctionnement du Réseau est présentée dans le tableau cidessous.

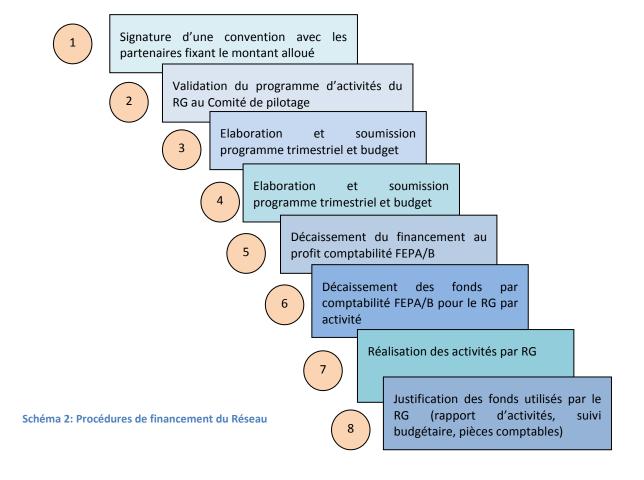
Postes de dépenses	Montant	Commentaires	
Animateur et son fonctionnement (Frais de communication Location bureau Fournitures)	8 160 000		
Rencontres organes gestion	1 00 0000	250 000 X4 fois/an	
Rencontre organe décision	3 252 000	1 084 000 X 3 fois/an	
Total fonctionnement	12 412 000		

Tableau 4: Charges de fonctionnement du Réseau

Les exigences de Afdi, principal partenaire technique et financier du Réseau promeuvent au sein de l'organisation une culture de rigueur dans le processus d'élaboration des programmes et la gestion des ressources financières.

Toutefois, la dépendance totale du Réseau des financements extérieurs accroît l'influence du partenaire dans les orientations de l'organisation et limite l'exercice de sa souveraineté dans la gestion budgétaire. En outre, le lien fort que le Réseau entretien avec Afdi tend à faire d'elle « une chasse gardée » aux yeux des autres partenaires potentiels. Cette perception, limite, au niveau du Réseau, les possibilités de diversifier ses partenariats.

Le mécanisme de financement du Réseau par ses partenaires suit le cycle ci-dessous.



Le portage du Réseau par une organisation membre présente d'importants avantages au plan de la gestion financière de l'organisation. L'organisation porteuse actuelle du Réseau, la FEPAB, met à sa disposition son dispositif comptable pour la gestion des fonds accordés par les partenaires. Ce portage garantit au Réseau une gestion financière transparente et professionnelle, à faible coût.

En outre le Réseau bénéficie de préfinancement par la FEPAB en cas de retard de décaissement des ressources financières par les partenaires. Ce fut notamment le cas en 2010 où la FEPAB a assuré, pendant 6 mois, le préfinancement du fonctionnement du Réseau.

Le Réseau souhaite atteindre, à terme, un taux d'autofinancement de son fonctionnement de 30%, ce qui implique la fixation des cotisations à plus de 500 000 FCFA/organisation/an. A court terme, le Réseau souhaite rehausser les cotisations de 50 000 FCFA/an à 150 000 FCFA/an, ce qui situerait sa 08% sa contribution au financement de son fonctionnement. Elle envisage également mobiliser d'autres ressources propres à travers des prestations de service, en tant que pôle d'expertise du CEF, au niveau national et sous-régional.

Le Réseau devrait par ailleurs définir les mécanismes d'utilisation des fonds propres pour son fonctionnement. A ce jour, les cotisations mobilisées auprès des membres n'ont pas été utilisées faute de mécanisme défini pour l'utilisation de ces ressources.

#### 5. BILAN DES ACTIONS DU RESEAU

# 5.1 AXE 1 : FAVORISER LES ECHANGES ENTRE LES OP METTANT EN ŒUVRE LE CEF ET LE RENFORCEMENT DE LEURS CAPACITES

#### 5.1.1 Objectifs

Sur ce premier axe, le Réseau a pour objectifs de :

- amener les OP membres à harmoniser leur compréhension du CEF
- favoriser le partage d'expériences entre les OP notamment sur les dispositifs de conseil, les outils, les méthodes et les résultats du CEF,
- accompagner les OP membres à capitaliser leurs expériences en matière de conseil,
- renforcer les capacités des organisations membres dans la planification des activités du CEF, conduite et suivi des activités de conseil, l'appui aux analyses de groupe pour la conduite des bilans de fin de campagne, etc.
- identifier les expertises internes des organisations et les valoriser à travers des appuis inter-organisations.

# 5.1.2 Processus d'identification des besoins de renforcement des capacités des membres

Chaque organisation envoie au réseau son programme d'activités annuel CEF. A travers cette programmation l'OP identifie annuellement ses besoins de renforcement des capacités et les fait remonter au Réseau par un canevas conçu par le Réseau à cet effet. Le Réseau organise une rencontre de partage des programmes avec toutes les OP. Les besoins d'appui sont sériés en deux catégories d'activités notamment les actions d'appui directs spécifiques à certaines organisations et des activités communes à toutes les organisations. Le Réseau

intègre ensuite les activités d'appui aux organisations dans son programme d'activités annuel dans les limites des possibilités qu'offrent les conventions de financement signées avec ses partenaires.

#### 5.1.3 Actions réalisées

Le tableau ci-dessous présente les principales activités menées en matière d'échanges interorganisations et de renforcement des capacités des membres.

ECHANGES INTER-ORGANISATIONS	RENFORCEMENT DES CAPACITES
<ol> <li>Atelier de partage sur les outils et méthodes</li> <li>Atelier sur le pilotage des dispositifs CEF</li> <li>Capitalisation des outils et modules d'animations des OP</li> <li>Partage des expériences CEF des OP lors des rencontres (Organe de Décision)</li> <li>Organisation de journées promotionnelles CEF</li> <li>Partage des expériences pendant les BFC des OP</li> <li>Harmonisation des termes techniques et méthodes de calcul</li> </ol>	<ol> <li>Formations sur le CEF et la Gestion</li> <li>Formation sur les outils et méthodes du CEF</li> <li>Formation sur l'écoute et la prévision</li> <li>Formation sur l'analyse du fonctionnement des exploitations</li> <li>Formations sur la collecté le traitement et l'analyse des données</li> <li>Formation sur les techniques d'animations de groupe</li> <li>Formation sur la conception des modules</li> <li>Formations sur les modules conçus (Ex : Gestion du grenier</li> <li>Formation en informatique</li> <li>Appui au traitement des données pour les BFC et renforcement des capacités des équipes</li> </ol>

Tableau 5: Actions d'appui aux échanges et au renforcement des capacités des organisations

#### 5.1.4 Approches et outils mis en œuvre

Les échanges entre organisations se font à travers des rencontres d'échanges entre deux ou plusieurs OP, les ateliers thématiques. En, outre, le Réseau adresse chaque semestre à chaque OP des canevas de bilan d'activités qui permet ensuite de relayer certaines informations aux autres organisations.

Le renforcement des capacités des OP membres est assuré à travers des formations, des appuis inter-organisations et des voyages d'études.

#### 5.1.5 Principaux acquis

La dynamique d'échanges a contribué à :

- l'instauration d'un climat de confiance et de partage entre les organisations,
- la valorisation mutuelle des expériences permettant une accélération des progrès, un gain en temps et en ressources,
- l'harmonisation des termes techniques et méthodes de calcul.

Les actions de renforcement des capacités ont amélioré les compétences des équipes des OP dans la conduite du CEF, dans l'élaboration de modules et outils d'animation de mise en

œuvre du conseil. L'accompagnement du Réseau a permis d'élaborer de diffuser le module gestion du grenier dans toutes les organisations membres, d'élaborer de nouveaux modules (rotation/assolement de cultures, prévision de campagne...) et de développer dans chaque organisation les animations de groupes. Le Réseau a suscité un nouvel élan dans les dispositifs de CEF des OP.

#### **5.1.6** Difficultés rencontrées et les insuffisances

#### Au niveau des échanges inter-OP

Les actions d'échanges et de renforcement des capacités sont en général coûteuses et le réseau n'arrive pas toujours à répondre à tous les besoins des membres.

On constate une certaine disparité dans le niveau d'appropriation du CEF et sa mise en œuvre au sein des organisations du fait de la diversité des contextes et des ressources humaines et financières

Les échanges entre OP sont généralement favorisés par le Réseau, les initiatives de collaboration directes entre organisations étant quant à elles peu fréquentes. En outre, les OP membres du Réseau ont tendance à circonscrire leur rayon d'échanges, ce qui ne leur permet pas de valoriser suffisamment le potentiel d'échanges et de collaboration avec les autres organisations.

#### Au niveau du renforcement des capacités organisations

Les compétences acquises au cours des formations ne sont pas toujours réinvesties au sein des organisations. Certaines équipes techniques n'ont pas toujours le niveau de compétences requis pour s'approprier le contenu des formations et de mettre en pratique les compétences acquises.

Le Réseau rencontre des difficultés dans la remontée/recensement des besoins de formations les OP ayant souvent elles mêmes des difficultés à identifier leurs besoins réelles en matière de renforcement des capacités.

Par ailleurs, il ne parvient pas toujours à répondre aux besoins de formation des membres du fait de l'insuffisance des financements.

#### **5.1.7** Leçons tirées

Des expériences mises en œuvre, on peut retenir que : (i) les échanges inter OP de véritables écoles de formation, (ii) la diversité des approches et pratiques est une force et favorise les échanges, (iii) d'avoir des groupes homogènes est important pour permettre une bonne appropriation des acquis par les participants.

Pour renforcer l'impact réseau sur le renforcement des capacités des organisations, il est indispensable de :

- renforcer les ressources humaines du réseau gestion,
- développer le partage des expériences entre le réseau et les structures externes (OP, INERA, Ministère, etc.), mieux identifier les besoins et les expériences à partager,
- renforcer le travail de capitalisation des expériences,
- mieux valoriser les compétences internes,
- mieux suivre le réinvestissement des compétences acquises lors des formations dans les OP.

#### 5.2 AXE 2: AMELIORATION DES APPROCHES, METHODES ET OUTILS CEF

#### 5.2.1 Objectif visés

Malgré les progrès constatés dans l'évolution des méthodes et outils de conseils, certaines insuffisances persistent et limitent leur appropriation par les producteurs. Le tableau cidessous donne un aperçu de ces limites.

	Insuffisances
Outils	<ul> <li>Niveau de complexité élevé de certains outils</li> <li>Non traduction de certains outils en langues nationales</li> <li>Diversité des outils au regard du nombre des OP (chaque OP a son outil)</li> </ul>
Méthodes et approches de conseil individuel	<ul> <li>Faible nombre de producteurs touchés</li> <li>Coût élevé du conseil</li> <li>Exigent des compétences pointues /spécialisation de la part de l'animateur / conseiller pour répondre aux besoins spécifiques des producteurs</li> </ul>
Méthodes et approches de conseil de groupes	<ul> <li>Absence de données pour les analyses technico-économiques</li> <li>Non prise en compte des besoins spécifiques des producteurs</li> <li>Difficulté à apprécier le niveau de progression des compétences des producteurs</li> </ul>

Tableau 6 : Insuffisances des outils et méthodes de conseil

Hormis les insuffisances inhérentes aux méthodes et outils de conseil, on note le manque d'innovations et de créativité dans la façon d'administrer les outils et approches de conseil auprès des producteurs par certains animateurs et conseillers.

L'objectif du Réseau sur l'enjeu du développement des outils et méthodes de conseil est de favorise:

- l'harmonisation des méthodes et outils de conseil entre les OP,
- la valorisation et le partage des outils entre les organisations,
- la création et la mise à disposition des organisations de méthodes et outils de conseil adaptés à leurs besoins.

#### 5.2.2 Approche d'amélioration des méthodes et outils du conseil

L'approche du Réseau consiste à : (i) apporter des appuis directs aux organisations pour l'amélioration de leurs propres outils, (ii) favoriser la mutualisation/partage des compétences entre OP en matière de développement d'outils, (iii) la recherche-action à travers des groupes de travail qui conçoivent, testent et valident les innovations.

#### 5.2.3 Principaux acquis

Des acquis significatifs ont été enregistrés par le réseau dans l'amélioration des méthodes et outils de conseils.

METHODES	OUTILS
<ul> <li>Conception d'une approche d'alphabétisation adaptée aux exploitations familiales agricoles (PAGEA)</li> <li>Conception approche globale « en cours »</li> <li>Appui à la mise en place d'approches de segmentation des services de conseil au CAGEF et à la FNGN</li> <li>Mise au point de la méthode de suivi d'impacts du CEF en collaboration avec le CIRAD</li> <li>Elaboration d'un guide CEF</li> </ul>	<ul> <li>Harmonisation des termes et méthodes de calculs CEF</li> <li>Création et amélioration d'outils de collecte et traitement de données dans chaque OP membre</li> <li>Adaptation de l'outil d'animation de groupe « gestion du grenier »</li> <li>Elaboration de 2 manuels « comment préparer le BFC » avec la FNGN, l'UGCPA et le CAGEF élaboration du manuel « comment animer une restitution collective »</li> <li>Conception d'une base de données pour l'enregistrement et le traitement des données CEF</li> <li>Production de références technico-économiques (coton, maïs, oignon consommation et pomme de terre)</li> <li>Constitution d'un catalogue des outils utilisés par chaque OP</li> <li>Conception en cours de trois modules d'animation de groupes         <ul> <li>Rotation et assolement des cultures</li> <li>Prévision de la trésorerie</li> <li>Prévision de cultures</li> </ul> </li> </ul>

Tableau 7: Résultats en matière d'amélioration/conception de méthodes et outils de conseil

#### 5.2.4 Difficultés rencontrées

Les actions en matière de conception et d'amélioration des outils et conseil du CEF par le Réseau ont été confrontées aux difficultés suivantes : (i) la lenteur des processus de co-construction au sein des groupes de travail du fait de la faible disponibilité des conseillers occupés par leurs tâches quotidienne au sein de leurs organisations respectives, (ii) la lenteur dans l'adoption de changements d'approches au sein des OP (cas de l'approche d'animation de groupes), (iii) la faible disponibilité des ressources financières qui ne permet pas au Réseau de répondre à toutes les sollicitations des OP.

En termes d'insuffisances, on note que le processus d'amélioration des outils implique exclusivement les OP membres du Réseau ce qui ne permet pas de profiter des outils et méthodes développées par d'autres institutions. En outre, l'intégration de nouveaux outils ne prend pas toujours en compte les incidences sur l'ensemble du dispositif (Ex : temps de travail des animateurs) ce qui peut créer des blocages dans la mise en œuvre.

#### 5.2.5 Leçons tirées

Des actions menées pour l'amélioration des méthodes et outils, le Réseau tire quatre principaux enseignements :

- le processus de co-construction des outils et méthodes de conseil est lent mais contribue au renforcement des capacités des membres et leur permet de mieux s'en approprier,
- il nécessaire de tenir compte des incidences de toute innovation sur l'ensemble du dispositif de conseil au risque de se trouver face à des blocages dans la mise en œuvre,
- Il est indispensable de s'ouvrir sur les expériences d'autres organisations en matière de développement de méthodes et outils au risque de perdre des énergies et des ressources à réinventer la roue
- l'équilibre entre la diversité des méthodes et outils, considérée comme une richesse et le besoin d'harmonisation est difficile à trouver

#### **5.2.6 Perspectives**

Pour renforcer son impact dans l'amélioration des outils de conseil, le Réseau envisage:

- améliorer le processus d'identification des besoins d'amélioration/adaptation des outils au niveau des organisations membres,
- appuyer la mise en place d'un mécanisme différencié d'enregistrement de données pour, à la fois, répondre au besoin d'avoir des références prendre en compte la nécessité de simplifier les outils pour la majorité des producteurs,
- créer plusieurs variantes d'outils d'enregistrement en fonction du niveau de détail de données que souhaite le producteur,
- valoriser les compétences du réseau (OP membres) auprès d'autres OP,
- associer des personnes ressources internes ou externes « pointus » dans les groupes de travail,
- mettre en place un mécanisme de veille pour repérer les innovations développées par d'autres organisations.

#### 5.3 AXE 3: VALORISATION DU CEF AU NIVEAU NATIONAL

#### 5.3.1 Facteurs limitant la diffusion du CEf

#### A l'échelle nationale

Au Burkina Faso, le conseil à l'exploitation familiale est faiblement pratiqué au sein des organisations de producteurs. On note que même au sein des organisations pratiquant le CEF, la proportion de producteurs touchés est relativement faible (moins de 1%).

Au niveau national, le CEF est peu valorisé par les institutions en charge du développement rural. L'appui conseil aux producteurs a cessé d'être une priorité pour l'Etat depuis les années 90, à l'avènement du Programme d'Ajustement Structurel. A ce jour, l'Etat ne fournit pas d'appuis aux organisations paysannes qui tentent de combler le vide crée par son désengagement du secteur du conseil. L'Etat revient progressivement dans le conseil,

cependant, ses actions sont plus orientées vers les entrepreneurs agricoles que les exploitations familiales

Les principaux facteurs qui limitent la diffusion à large échelle du CEF sont notamment :

- la méconnaissance du CEF par les OP et les structures de l'Etat du fait de l'insuffisance d'informations sur le sujet,
- l'insuffisance des ressources humaines compétentes en matière de CEF aussi bien au niveau des organisations de producteurs que des services techniques ;
- l'inadéquation des cursus de formation des conseillers agricoles qui ne prennent pas en compte le CEF et ne tiennent pas suffisamment compte de l'évolution des besoins des producteurs et des organisations paysannes
- le faible intérêt des partenaires financiers pour le CEF et la faiblesse des ressources qui y sont investies,
- certaines approches du CEF inaccessible à la majorité des producteurs

#### A l'échelle des OP membres du Réseau

Au sein des OP membres du Réseau, le CEF touche moins de 1% des producteurs. Le déploiement du CEF dans ces organisations est freiné par :

- l'inadaptation de certaines méthodes de conseil au public non lettré qui représente la majorité des paysans,
- Le faible niveau d'autofinancement des dispositifs CEF par les OP qui les rendent dépendants des financements des partenaires,
- La faible importance accordée par les OP au CEF par rapport aux autres services (intrants, commercialisation)
- La non-résolution des problèmes des adhérents soulevés à travers le CEF
- La non-prise en compte par les dispositifs CEF de besoins émergents des adhérents
- Absence de lignes pour le renforcement continu des capacités des conseillers

#### A l'échelle du Réseau

Le faible portage politique du CEF et du réseau par les élus qui ne valorisent pas assez les espaces nationaux auxquels ils ont accès pour la promotion du CEF; cette insuffisance est en partie liée au faible niveau de connaissance du CEF par certains élus.

#### **5.4** OBJECTIFS VISES PAR LE RESEAU

Sur cet axe, il s'agit pour le Réseau d'œuvrer à :

- toucher plus de la moitié des organisations pratiquant le CEF au niveau national,
- amener l'Etat à accompagner les OP qui pratiquent le CEF par :
  - l'amélioration des curricula de formation des conseillers agricoles de sorte à prendre en compte les besoins actuels des producteurs et des OP,
  - o la reconnaissance/validation les compétences des conseillers CEF des OP,
  - la professionnalisation des conseillers des OP,

- la prise en compte du CEF dans les projets/programmes de développement rural,
- o la valorisation des dispositifs CEF des OP comme points d'appui pour la vulgarisation du CEF.

#### 5.4.1 Approches et outils utilisés pour la diffusion du CEF

La promotion du CEF par le Réseau à l'échelle nationale s'est faite à travers :

- L'appui aux Op dans les animations sur le CEF auprès des non-adhérents,
- l'organisation de journées promotionnelles sur le CEF avec l'utilisation de supports d'animation, des mises en scènes, des projections vidéo,
- l'appui aux bilans de fin de campagne qui permettent d'associer d'autres OP et les services de l'Etat à la présentation des résultats de campagne,
- la participation à des rencontres d'échanges avec d'autres structures/ Etat sur le CEF,
- l'appui aux projets pour la mise en place du CEF (cas du PADDAB 2 par des formations et outils dans 3 régions du BF...),
- l'accueil d'organisations dans le cadre de leur voyage d'échanges sur le CEF.

#### 5.4.2 Principaux acquis

Depuis sa création, le Réseau a enregistré 3 nouvelles adhésions (ANPHV, FEPAB, UGCPA). Il a réussi à faire prendre en compte le CEF dans un programme de l'Etat (PADAB 2). L'action du Réseau a permis de diffuser le module « Gestion du grenier » dans toutes les organisations membres de la Confédération Paysanne du Faso en 2007.

Toutefois, le manque d'une stratégie et des outils de communication appropriés sur le CEF handicape l'action du Réseau en faveur de la diffusion du CEf au Burkina.

#### **5.4.3** Perspectives

Pour relever le défi de la vulgarisation du CEF, le Réseau devrait :

- se doter d'une stratégie de communication pour la promotion du CEF,
- mettre en place un mécanisme permettant d'identifier les OP et institutions intéressées par le CEF,
- développer un argumentaire et une stratégie de plaidoyer pour amener les PTF ainsi que les projets et programmes à : (i) prendre en compte le CEF dans les projets/programmes de développement rural, (ii) faire des organisations paysannes des points de diffusion du CEF et (iii) mettre en place un fonds de soutien aux OP pour la mise en œuvre du CEF.

#### **ANNEXES**

## Bibliographie

- Autoévaluation du Réseau Gestion, Réseau gestion, 2007
- Rapport atelier de Réflexion, Réseau gestion, 2009
- Rapport atelier de réflexion stratégique du Réseau Gestion, Patrice FRADET, KY Clotilde, 2012

## Liste des participants à l'atelier d'auto-analyse RG

Participants	Fonction et structure
ZOPOULA Gabriel	Elu FNZ
NADIE Houdou	Conseiller FNZ
BICABA Augustin	Conseiller CAGEF
FOFANA Elie	Elu CAGEF
BAMA B Christophe	Coordonnateur CEF FEPAB
KI Ali Tiguiane	Animateur FEPAB
Siboné Elie	Stagiaire CEF FEPAB
Yarbanga Oumarou	Conseiller CEF FNGN
DABIRE Michel	Conseiller CEF FNGN
TOGO Hermann	Responsable CEF FNGN
SIDIBE Adama	Coordonnateur CEF UGCPA
Domboué Laurent	Conseiller UGCPA
NIKIEMA Véronique	Elue ANPHV
KINDO Soumaïla	Conseiller CEF ANPHV
Paré Corentin	Elu FGPN
KY Auguste	Animateur CEF FGPN
SOME Philippe	Animateur Réseau gestion
TRAORE Youssouf	Assistant Technique Projet FISONG, CORADE
GUIELLA NARH Gifty	Modératrice atelier, CORADE